

---

# La croissance a-t-elle un sens ?

*La question de la croissance fait retour, mais le contexte n'est plus celui de son émergence. Elle ne peut être abordée indépendamment d'une critique des rapports sociaux et géopolitiques mondiaux. Cette approche a des implications sur les manières de penser des écologistes et des syndicats.*

---

RÉGINALD SAVAGE

La question de la croissance est revenue sur le devant de la scène depuis plusieurs années, mais dans un contexte assez radicalement modifié depuis son émergence il y a quarante ans dans le sillage post-soixante-huitard et les premiers cris d'alarme du Club de Rome.

Il est central de recontextualiser cette question pour intégrer les nombreuses mutations et ruptures intervenues depuis lors, dont les principales selon nous sont, d'abord, l'émergence dans le débat politique de la question climatique, posant à nouveau la question vitale — au sens fort du terme — de la survie à terme de l'espèce humaine ou en tout cas de l'habitabilité du « vaisseau terre » dans un cadre restant humanisé et civilisé (pacifique); ensuite, la crise du modèle fordiste et social-keynésien occidental au cours de la seconde moitié des années septante, l'effondrement du « contre-modèle » soviétique de bureaucratie autoritaire centralisée, puis l'émergence et le triomphe du capitalisme financiarisé néolibéral et mondialisé, enfin et récemment, l'entrée en crise majeure de ce modèle.

C'est dans ce cadre particulier que se repose aujourd'hui la question de la croissance — et notamment de son « sens » —, et non pas *in abstracto*, sur un plan purement philosophique désincarné hors de tout contexte historique, géopolitique et social. On peut même aller plus loin. La question un peu théorique et générale du « sens » de la croissance est-elle encore pertinente si elle n'est pas précisée, mieux cernée, complétée et affinée ? La croissance de quoi, pour qui, où, avec quel contenu, mesurée comment, répartie comment, dans le cadre de quels rapports de production, rapports sociaux et régimes politiques ?

Car le constat quasi existentiel de la « perte de sens » de la croissance n'est pas neuf. La critique du productivisme, du consumérisme, du fétichisme de

la marchandise, des « dégâts de progrès », de l'aliénation au travail, etc. s'est greffée au départ sur une lame de fond émancipatrice à consonance plutôt individualiste par rapport à un modèle « croissanciste » de masse jugé aliénant (critiques de l'école de Francfort, d'Ivan Illich, etc.). Ce courant critique d'inspiration libertarienne<sup>1</sup> s'est cependant vu éclipsé puis relégué intellectuellement (Friedman, Hayek) et, finalement, politiquement (Reagan-Thatcher) par la percée décisive de la contre-révolution néolibérale et de sa critique réactionnaire radicale du constructivisme social de l'État-providence, de son « égalitarisme » redistributeur jugé désincitatif, du « collectivisme » et de l'interventionnisme étatique tentaculaire. La restauration de l'« ordre économique et monétaire libéral » (ordolibéralisme allemand notamment) présenté comme « naturel », via l'autorégulation organique et spontanée des marchés libres et sans entraves, a ainsi pris le pas sur la critique radicale subversive de l'ordre (déjà) marchand issu du modèle de croissance keynésiano-fordiste, modèle qu'on pouvait qualifier de prométhéen et de « croissanciste ».

### **LES FAILLES THÉORIQUES DE LA « DÉCROISSANCE » : LA NON-PRISE EN COMPTE DES RAPPORTS SOCIAUX**

Un élément central, selon nous, de cet échec politique des thèses « anti-croissance » de l'époque a été de focaliser leurs critiques sur les institutions (la superstructure sociale et politique) et la culture (massificatrice, aliénante) du régime de croissance dominant en place. Elles n'ont pas su articuler cette critique, fondée, avec celle — tout aussi fondamentale — du régime d'accumulation (intensive) du capital, déjà écologiquement prédateur et insoutenable, qui en était la matrice structurelle déterminante.

Une même faille intellectuelle et intrinsèque guette une majeure partie du courant « décroissanciste » actuel proche de l'« écologie profonde », ainsi d'ailleurs, de l'autre côté du spectre, qu'une large fraction du courant de l'écologie politique réformiste-pragmatique et consensuelle qui feint de croire à une sortie de crise « sans contradictions majeures ni casse sociale » via un capitalisme vert (plus ou moins verdi ?) à « double » ou « triple » dividende (tous les mots ont leur sens !)

Le point de vue développé ici est que la question de la croissance ne peut être abordée aujourd'hui — pas plus qu'hier — indépendamment de l'analyse critique des rapports sociaux (au sens large) et géopolitiques mondiaux qui en constituent le substrat. L'occultation de cette dimension centrale ne peut que conduire à l'impasse d'un idéalisme incantatoire et aux dérives d'une posture moraliste a-politique individualiste finalement très occidentalocentriste et élitiste (style la « sobriété volontaire »). Cette posture évacue alors, dans une sorte de strabisme réducteur, la question pourtant centrale du mode de développement du « Sud » et des deux tiers de l'humanité qui vivent encore dans la misère et le dénuement.

<sup>1</sup> Volonté d'émancipation des individus de toute forme de domination ou d'aliénation, pas seulement économique mais aussi sociale et dans la vie privée.

La question du niveau d'analyse pertinent n'est cependant pas triviale car deux approches s'affrontent. Pour fonder une approche théorique et pratique alternative cohérente à la logique « croissanciste » aveugle actuelle, il ne suffit pas en effet de reconnaître qu'une croissance économique infinie est impossible, voire carrément suicidaire.

## **SORTIR DE LA NATURALISATION (ET DÉPOLITISATION) DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE**

Il y a ceux pour qui la question de la croissance renverrait *in fine* à la question philosophique, métaphysique et quasi existentielle de la « nature humaine ». La croissance (économique) ne serait alors que l'expression concrète des diktats d'une « société ou idéologie de croissance » dont le capitalisme ne serait qu'une forme d'expression parmi d'autres, et dont la critique à ce titre serait secondaire ou subalterne. Comme l'exprime notamment Besset<sup>2</sup> à l'intérieur de ce cadre de pensée, « le capitalisme [...] n'aurait jamais pu imposer aussi triomphalement sa logique de profit et d'injustice s'il n'avait agi en terrain conquis et répondu à la demande profonde *d'un imaginaire universel dopé par une fringale illimitée* ». Selon cette logique, en finale, la logique et l'illusion « croissancistes » ne seraient que la traduction quasi ontologique et existentielle des angoisses humaines face à la finitude et à la mort inéluctable. Elles seraient quasi congénitalement inscrites dans la « nature humaine » immanente — le péché originel? La fuite en avant dans cette course effrénée à la satisfaction sans fin de besoins matériels par définition insatiables et sans cesse relancée relèverait de notre « nature », et le système économique ne ferait que « naturellement » s'y conformer.

Cette lecture s'inscrit de manière myope dans une approche de « naturalisation » du système, par une définition psychologisante<sup>3</sup> et donc méthodologiquement individualiste — plutôt que systémique — de ses ressorts et invariants. Dans ce cadre, la question centrale de la régulation politique est brutalement évacuée et niée. Ou plutôt, comme le dit encore Harribey, « Il n'y a plus d'histoire possible. Ou plutôt, si tout est dans l'individu, on ne peut que renvoyer la transformation sociale à la sphère individuelle, et la délégitimation du politique n'est pas loin ».

Dans cette approche « a-politique » prônant la conversion individuelle à la décroissance, il importe alors à chacun isolément, ou en petite communauté, de porter la responsabilité propre de limiter son empreinte écologique à l'intérieur du cadre existant, en espérant ainsi par effet domino (et de contagion culturelle) infléchir ce cadre à terme. Le « système » ne serait — paradoxalement comme dans la théorie économiciste néoclassique dominante — alors que la résultante et l'émanation de l'agrégation de volontés individuelles atomistiques parfaitement autonomes et souveraines, libres de toute détermination ou influence sociale autre que de « voisinage ».

2 Jean-Paul Besset, « Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire », p. 173, cité par Jean-Marie Harribey, « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance? », *Contretemps*, n° 18, février 2007.

3 En référence notamment aux concepts d'instinct de mort chez Freud, ou de Tatanos (opposé à Eros) chez Marcuse.

Dans l'autre approche, l'accent est mis au contraire sur une critique radicale renouvelée du caractère écologiquement insoutenable du système économique (capitaliste) dominant, particulièrement de sa variante néolibérale, financiarisée et globalisée telle que progressivement mise en place, politiquement construite et imposée depuis le début des années quatre-vingt.

La critique porte d'abord sur l'essence même du capitalisme, qui est un régime d'accumulation infinie et de concentration de capital par validation dans l'échange marchand de la plus-value extraite du procès de travail, au mépris des retombées (« externalités ») hors marché sur les écosystèmes humains et naturels. Confrontée — notamment lors de la crise du fordisme et du « productivisme intensif<sup>4</sup> » — à l'impossibilité d'augmenter indéfiniment le taux de plus-value relatif<sup>5</sup>, la logique de l'accumulation capitaliste de maximisation des profits s'est alors transformée en une fuite en avant dans la croissance extensive<sup>6</sup> et mondialisée. Cela s'est traduit par une marche forcée vers la marchandisation et privatisation à outrance de pans entiers de la vie en société [privatisation de services publics et sociaux, marchandisation plus ou moins larvée de segments rentables de la protection sociale<sup>7</sup>, de l'accès à des biens publics mondiaux essentiels tels l'eau, le vivant, l'environnement et le climat lui-même avec le développement d'un marché lucratif pour les permis de polluer (droits d'émission de CO<sub>2</sub>, pour une large part distribués gratuitement aux entreprises, etc.)].

Destructeur de *valeurs d'usages* — notamment environnementales ou naturelles — antérieurement abondantes et gratuites (non monétarisées), le capitalisme a ainsi réussi à marchandiser et à soumettre à une logique d'appropriation privée la production de biens et de services, substitués échangeables et valorisables sur des marchés et pseudo-marchés, comme celui des quotas de CO<sub>2</sub>. La logique intrinsèque du capitalisme « pur », à la recherche de toute source de profit valorisable, est donc irrémédiablement « croissanciste », que ce soit de manière extensive, par la conquête de nouveaux horizons de mise en valeur du capital, ou de manière plus traditionnellement intensive (productiviste).

C'est pourquoi la confusion introduite par certains défenseurs de la décroissance entre l'économie en général et ses formes historiques et contingentes d'organisation capitaliste actuelle doit être mise en cause. Cette confusion est dangereuse car elle laisse entendre que le capitalisme actuel serait la seule

4 Par l'intensification de la productivité du travail, celle-ci permettant ainsi de dégager un surplus distribuable sous forme de gains de pouvoir d'achat salariaux, assurant des débouchés solvables et donc rentables pour le capital.

5 La plus-value *relative* est dégagée lorsque la rémunération du travail salarié est inférieure à sa productivité. Elle augmentera en règle générale lorsque la première augmente moins que la seconde (avec pour conséquence une baisse de la part des salaires dans le revenu total, à l'avantage des profits). Elle est liée à la croissance *intensive* (intensification de la productivité). La plus-value *absolue* est liée au gonflement de la masse du surplus productif approprié, par augmentation du *nombre* de salariés soumis à la logique marchande. Elle est liée à la croissance *extensive*, soit en direction de nouveaux gisements géographiques (mondialisation) de main-d'œuvre salariée bon marché, soit par marchandisation-privatisation de champs économiques antérieurement non marchands.

6 La croissance (ou l'accumulation) extensive se définit par l'extension ou l'élargissement spatial, sectoriel, etc. du champ d'accumulation du capital et de « mise en valeur » du travail salarié (d'extraction de plus-value « absolue » et de réalisation de profits) à des sphères, régions ou secteurs qui étaient « hors accumulation » précédemment. Elle se distingue de la croissance intensive (par élévation des gains de productivité du travail existant) génératrice de plus-value relative.

7 Comme les retraites complémentaires ou par capitalisation, lorsque le régime des pensions légales a été préalablement affaibli par les baisses de cotisations sociales dites « patronales » au nom de la compétitivité et de la défense de l'emploi.

forme d'organisation « naturelle » de l'économie — alors qu'il n'en est qu'une forme particulière historiquement datée, résultat d'un certain état évolutif et modifiable des rapports de forces socioéconomiques et politiques. Dans l'approche « décroissantiste », la croissance — avec ses dégâts sociaux et écologiques difficilement réversibles — serait alors consubstantielle à l'économie même. Il s'imposerait dès lors carrément de « sortir de l'économie » (et non pas seulement de l'économicisme). Dans cette logique, les notions mêmes de développement durable (et de politiques de développement), pour les régions du monde encore massivement dominées par la misère et l'absence d'accès aux biens vitaux essentiels, sont rejetées avec la notion de croissance comme des artefacts tout aussi nuisibles, des chimères mystificatrices imposées par l'imaginaire colonisateur de l'Occident.

Le capitalisme lui-même n'a pourtant pas été toujours le système destructeur, régressif et mortifère qu'il semble aujourd'hui être devenu dans sa forme « pure » ou dérégulée de financiarisation débridée. Car le paradoxe est qu'avec le ralentissement de la croissance des pays développés depuis plus de trente ans, cette croissance n'en est pas moins devenue socialement plus dure et inégalitaire (avec la précarisation d'une part croissante du salariat, l'extension de l'exclusion et de la pauvreté) en même temps que sa mondialisation exacerbait et généralisait son caractère prédateur sur les ressources naturelles et la viabilité à terme des écosystèmes vitaux pour l'espèce humaine.

### **UN RÉGIME DE CROISSANCE FINANCIARISÉ ÉCOLOGIQUEMENT INSOUTENABLE ET PRÉDATEUR**

Les « décroissantistes » qui pensent pouvoir faire l'économie d'une analyse critique des rapports sociaux de production et d'échanges devraient pourtant méditer sur les tenants et aboutissants de la crise actuelle majeure de ce régime néolibéral et financiarisé du capitalisme mondial. Car ce régime récent historiquement daté et aujourd'hui dans l'impasse a poussé à leur paroxysme les contradictions de son insoutenabilité financière, économique, sociale et surtout écologique. Quelques éléments clés étayeront cette analyse.

Le principe fondateur même de ce régime et du mode de gouvernance associé des entreprises est celui de la maximisation permanente et immédiate de la valeur financière pour les seuls actionnaires — et ce au-delà même de la rentabilité financière *moyenne* du capital. Ce principe porte en lui une logique démentielle et sénile : car tout le monde ne peut en même temps faire mieux que le rendement moyen ; dans un contexte d'hyperconcurrence (entre géants) et de concentration croissante du capital, cela pousse de manière systémique au développement d'une logique prédatrice, guerrière et spoliatrice de prises de risques excessives, de « captation » et d'« appropriation privative » du surplus collectif, plutôt que de réelle création de valeur (d'usage et même d'échange). Ce principe fondateur du capitalisme actionnarial est intrinsèquement fondé sur la négation même du principe de limites ou de finitude. C'est

le règne délirant et pathologique du fétichisme du « capital fictif » (l'argent créant prétendument de l'argent sans plus passer par la marchandise ou par le travail humain), dénoncé il y a longtemps par un certain Karl Marx.

Ce principe, combiné avec la mobilité planétaire totale des mouvements des capitaux et avec l'exigence de liquidité permanente et immédiate de ce capital financier à travers les marchés boursiers et autres, porte par ailleurs en lui quasi « génétiquement » le court-termisme généralisé — la négation même d'investissement à long terme dans la soutenabilité. Contrairement à une croyance inepte largement répandue, le capitalisme financiarisé ne pousse pas à l'innovation technologique, mais au contraire à la stérilisation improductive de ces innovations — notamment dans le secteur énergétique — tant que ces dernières ne peuvent pas s'insérer de manière hyperprofitable dans le cycle d'accumulation infinie et de valorisation du capital. La temporalité de cette valorisation entre ainsi de plus en plus frontalement en conflit avec la temporalité de la préservation des écosystèmes planétaires, tant humains que naturels, et avec l'urgence d'un changement de cap radical face aux crises climatiques en gestation.

Le capitalisme néolibéral financiarisé n'a pu fructifier que sur le terreau fertile — de son point de vue — d'une explosion des inégalités nationales et internationales, particulièrement marquée dans le monde anglo-saxon au sens large. La rupture du lien postulé entre indicateurs traditionnels de croissance et de « satisfaction » (ou de bien-être) trouve certainement là l'une de ses explications. Plus que dans le régime fordiste, les « fruits » — même éphémères et contestables — de la croissance ont été particulièrement inégalement répartis, voire accaparés pour l'essentiel par une petite minorité nantie et dirigeante (aux États-Unis, par à peine 1 % voire 0,1 % de la population). L'endettement consumériste croissant des masses enfin est — particulièrement dans le monde anglo-saxon — venu transitoirement « compenser » cette quasi-stagnation des revenus réels moyens de la « vaste majorité », reportant quelque peu dans le temps les contradictions montantes inhérentes à cette croissance déséquilibrée et inégalitaire à crédit. La crise financière vient rappeler brutalement que l'endettement a aussi ses limites, et que la valeur réelle des patrimoines financiers ou autres ne peut être durablement déconnectée des profits réels générés dans la sphère dite productive au départ du travail vivant mis en œuvre dans le procès de travail.

### **L'ÉCOLOGIE POLITIQUE RADICALE SE RÉSUME-T-ELLE À L'ANTICAPITALISME ?**

Est-ce à dire qu'une posture de critique radicale du régime de croissance financiarisé suffise à définir un programme alternatif de développement soutenable à l'échelle planétaire ? On est loin du compte. Pas plus d'ailleurs que le mot d'ordre abstrait de la « décroissance » n'est opérationnel, l'anticapitalisme de principe ne suffit à définir un programme cohérent. La seule chose qui soit

sûre est que, dans la perspective de la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation des écosystèmes planétaires vitaux (eau, biodiversité, etc.), il est impératif de mettre en place un programme à la fois urgent et structurel de « décarbonisation » mondiale accélérée de l'économie, c'est-à-dire de réduction (décroissance) radicale des émissions de gaz à effet de serre et, plus largement, de limitation drastique de l'empreinte écologique des activités humaines.

Là où les « décroissancistes » ont raison, c'est quand ils pourfendent les mystifications et les mirages du slogan anesthésiant du développement durable à la sauce conventionnelle, fondé sur l'illusion technologiciste et productiviste fort commode d'une substituabilité forte et quasi infinie entre capital naturel d'une part, et capital technique et cognitif d'autre part. Cette illusion est notamment bien illustrée par le livre d'Hervé Juvin, *Produire le monde. Pour une croissance écologique*<sup>8</sup>.

Ces illusions dangereuses sont aussi et encore fortement ancrées et entretenues dans la « gauche » classique et syndicale par certains énarques sociaux-keynésiens, comme en témoigne notamment le dernier livre de Fitoussi et Laurent<sup>9</sup>, pourtant grand pourfendeur de la pensée unique. C'est là qu'on voit — quoi qu'en pensent certains à gauche — que la question écologique n'est pas réductible à la question sociale de la répartition des ressources, même si la logique de la croissance « à tout prix » s'est largement nourrie ce dernier quart du siècle du creusement des inégalités et de l'exacerbation des frustrations sociales marchandisables — et profitables — qui en a résulté. Il ne suffit pas (plus) de répartir plus « équitablement » l'empreinte écologique — il faut la réduire drastiquement chez nous — et pas seulement chez les « riches ». Cela implique inéluctablement une remise en cause extensive des modes de production et des modèles de consommation et de « vivre ensemble », donc non seulement des rapports capital-travail — certes un point de passage obligé, mais non suffisant.

En conclusion, la crise actuelle démontre une fois de plus les impasses, l'instabilité intrinsèque, voire la dangerosité inquiétante du modèle de croissance financiarisé en place. Elle doit être l'occasion d'un réexamen en profondeur des failles et contradictions de sa matrice conceptuelle et d'une remise en cause sans concession des rapports de production et de propriété inégalitaires et écologiquement destructeurs qui l'ont imposé voici un quart de siècle.

## L'INDISPENSABLE CHANGEMENT DE PARADIGME À GAUCHE

Il n'y aura cependant pas de salut durable dans une simple relance keynésienne même « verte » financée par l'endettement public — ce dernier se substituant pour un temps (quelques années au plus?) à un endettement consumériste privé, lui-même arrivé à saturation. Le social-libéralisme — qui n'est

8 Hervé Juvin, *Produire le monde. Pour une croissance écologique*, Gallimard, coll. « Le Débat », 2008.

9 Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent, *La nouvelle écologie politique. Économie et développement humain*, Seuil, coll. « La République des idées » septembre 2008.

jamais qu'une variante « soft » du néolibéralisme dominant — est tout autant en crise intellectuelle et « morale » que ce dernier. La gauche traditionnelle est menacée aujourd'hui de dérives populistes défensives et régressives à connotations antifiscales — l'État étant sommé, au nom de la défense du pouvoir d'achat dans un cadre consumériste inchangé, de compenser à court terme par une fuite en avant dans l'endettement public les contradictions et la faillite de ce modèle de croissance, ainsi que les faiblesses d'un syndicalisme défensif ayant *de facto* manqué son internationalisation.

La gauche traditionnelle doit aussi sortir d'un schéma mental « sous influence » où le « modèle » actuel de croissance quantitative serait un prérequis indépassable au maintien de l'emploi et à la sauvegarde des « acquis sociaux » (notamment le système actuel de protection sociale). La crise actuelle — et les précédentes — témoigne abondamment du caractère fallacieux de ces prétendues garanties. La lutte à gauche pour une société plus égalitaire ne pourra faire encore longtemps l'impasse sur l'urgence de passer d'une logique de « défense et d'augmentation du pouvoir d'achat » (à modèle de consommation dénaturé, subi et inchangé) à une logique de « préservation-redéfinition du bien-être social » refondée sur les valeurs d'usage (et pas seulement d'échanges) et le lien social dans un cadre de réduction forte de l'empreinte écologique et des inégalités.

Cela passera nécessairement par la mise en place d'une économie « économe<sup>10</sup> », basée sur la durabilité des produits, le recyclage systématique obligatoire des matériaux, la reconversion accélérée et décentralisée des systèmes énergétiques (vers un objectif de zéro carbone), la relocalisation de certaines productions (et réduction drastique des transports énergétivores), le développement de valeurs d'usage immatérielles (services sociaux, prévention) de préférence non-marchandes, la réduction — et non l'augmentation! — du temps de travail contraint, etc. Cette transition n'ira pas de soi et heurtera de front de puissants intérêts économiques et financiers en place, car elle exigera dans une phase transitoire de plusieurs décennies des investissements de reconversion massifs en vue de réduire drastiquement les externalités négatives (notamment climatiques, mais également en termes de santé publique) actuellement générées.

Ces investissements « écologiques » non générateurs de plus-value marchande, mais bien économiseurs d'énergie, de CO<sub>2</sub> et de ressources épuisables, devront être financés d'une manière ou d'une autre par une mobilisation de ressources financières et réelles (travail) qui ne seront dès lors plus disponibles pour la « rémunération » soit du travail (salariné) soit du capital et de la rente énergétique et/ou financière. Cela se traduira inévitablement — comme lors des chocs énergétiques — par une exacerbation des conflits de répartition capital-travail, le premier tentant de maintenir son taux de profit (et de distribution de dividendes aux actionnaires) en faisant pression à la baisse sur la part salariale (augmentation du taux de plus-value relative) ou en allongeant

<sup>10</sup> Voir notamment Jean-Marie Harribey, « Sept propositions pour une économie économe », *Cahiers marxistes*, n° spécial « Critiques de la (dé)croissance », n° 235, mai-juin 2007.



la durée du travail (par exemple en retardant l'âge de départ à la retraite), à l'opposé des désirs d'émancipation du travail contraint. Ceux — notamment certains écologistes hérauts du « naturel capitalism » et du potentiel de la révolution technologique verte — qui feignent de croire à l'émergence spontanée et harmonieuse, sans conflits sociaux ni arbitrages politiques difficiles, d'un capitalisme vert soutenable, devraient méditer sur les raisons profondes des échecs cuisants et répétitifs enregistrés depuis maintenant vingt ans dans la conversion dite écologique du capitalisme et dans sa lutte contre les changements climatiques.

Tout ce qui précède témoigne de ce que cette conversion à l'économie « économe » ne peut se concevoir exclusivement dans le cadre d'une logique d'« abstinence » anticonsumériste purement individualiste ou communautaire de type messianique. Elle ne pourra s'imposer que dans le cadre d'une dialectique dynamique articulant une indispensable prise de conscience citoyenne et sa traduction collective démocratique aux plans des rapports de forces politiques internes et des luttes sociales et écologiques locales et internationales. ■